CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
16-03-1989
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 17 novembre 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire", et en ayant délibéré en ses séances des 23 janvier, 13 février et 6 mars 1989, a donné le 6 mars 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 november 1988 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 23 januari, 13 februari en 6 maart 1989, en op 6 maart 1989 het volgend advies gegeven :

1. L'arrêté royal en projet tend à modifier les articles 51 et 55 à 57 de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire.

Le projet fait manifestement suite à l'arrêt n° 29.760 du 15 avril 1988 de la IIIème chambre du Conseil d'Etat annulant, entre autres, l'arrêté royal n° 24.712 du 18 décembre 1986 qui retire au requérant, élève de l'Ecole royale militaire, sa commission au grade de sous-lieutenant et l'exclut de l'Ecole royale militaire.

Pour rappel, le renvoi de l'Ecole royale militaire ne peut, aux termes de l'article 23 de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire, être prononcé que de l'avis conforme d'un conseil d'enquête.

Dans son arrêt, le Conseil d'Etat, après avoir rappelé que la procédure devant le conseil d'enquête est notamment et essentiellement réglée par les articles 55 à 57 de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire - procédure dont il n'est pas contestable qu'elle a été correctement suivie dans le cas litigieux - souligne qu'une telle procédure est établie en violation des droits de la défense sur toute une série de points que l'arrêt énumère :

- l'instruction du cas de l'élève inculpé se fait en l'absence de celui-ci;

- l'élève peut faire appeler des témoins, mais ceux-ci sont entendus en son absence;

.../...

- le rapport sur l'instruction de l'affaire est fait aux seuls membres du conseil d'enquête et ce n'est qu'après ce rapport que l'élève inculpé comparaît devant ledit conseil sans avoir eu connaissance du dossier;

- l'assistance d'un avocat est refusée à l'élève.

Le projet dont le Conseil d'Etat, section de législation, est présentement saisi vise à assurer sur tous ces points le respect des droits de la défense.

2. Les articles 51 et 55 à 57 en projet font partie de la section 3 "Les conseils d'enquête" du chapitre V "Régime des élèves" de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire.

Les dispositions de la section 3 "Les conseils d'enquête" se présentent actuellement comme suit :

- L'article 50 donne la composition et le mode de désignation des conseils d'enquête dont la compétence s'étend respectivement aux élèves des deux premières années d'études et aux élèves des autres années d'études. Font partie de droit du conseil d'enquête dont la compétence s'étend aux élèves des deux premières années d'études, le commandant de l'Ecole qui préside le conseil, et le commandant en second. Fait de droit partie du conseil d'enquête dont la compétence s'étend aux élèves des autres années d'études, le commandant de l'Ecole qui préside le conseil d'enquête. Il est à noter que

le commandant de l'Ecole exerce une haute surveillance sur toutes les branches du service et que le commandant en second exerce, sous l'autorité du commandant de l'Ecole, une surveillance journalière sur toutes les parties du service. Ce dernier est spécialement chargé de la discipline (articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 14 novembre 1968).

- L'article 51 traite des causes d'incompatibilité. Il prévoit à cet égard que ne peut faire partie du conseil d'enquête celui sur le rapport duquel la poursuite a eu lieu. Le même article porte également sur la récusation.

- L'article 52 dispose que le conseil ne peut s'assembler que sur la convocation du président, d'après les ordres du Ministre de la Défense nationale et qu'il se prononce sur les questions posées par le Ministre.

- L'article 53 énumère les cas dans lesquels un élève peut être traduit devant le conseil d'enquête.

- L'article 54 prévoit que le président du conseil charge l'un de ses membres de faire les fonctions de rapporteur et un autre de remplir celles de secrétaire.

- Aux termes de l'article 55, le même président désigne, au sein du conseil d'enquête, un commissaire-instructeur chargé de faire, de concert avec le rapporteur et le secrétaire, une enquête sur les faits dénoncés au conseil.

.../...

- L'article 56 énonce quels sont les pouvoirs d'instruction du commissaire-instructeur (dénommé ici officier-commissaire).

- Selon l'article 57, l'instruction terminée, le conseil se réunit, sur la convocation du président. Après avoir entendu le rapporteur, le conseil entend l'inculpé en ses moyens de défense, qu'il doit présenter lui-même.

- L'article 58 vise un cas particulier de renvoi.

- L'article 59 porte sur le délibéré et la rédaction du procès-verbal.

- l'article 60 prévoit que le procès-verbal et toutes les pièces de l'enquête sont adressés, sans délai, au Ministre de la Défense nationale.

3. Outre les critiques formulées dans l'arrêt n° 29.760 du 15 avril 1988 de la IIIème chambre du Conseil d'Etat et rappelées ci-dessus, il importe de relever que les dispositions qui viennent d'être passées en revue manquent, sur certains points, de clarté.

Ainsi, à l'article 51, "celui sur le rapport duquel la poursuite a lieu" n'est pas identifié.

Ainsi encore, à l'article 52, on doit s'interroger sur la signification des mots "d'après les ordres du Ministre de la Défense nationale" et "sur les questions posées par le Ministre".

.../...

Quant aux articles 55 et 56, ils prévoient qu'une formation restreinte est constituée au sein du conseil d'enquête pour remplir la fonction d'instruction, instruction menée, "autant que possible", conformément aux règles établies par le Code de procédure militaire.

4. Le projet soumis à l'examen du Conseil d'Etat, section de législation, remédie à certaines de ces critiques, mais non à toutes, et laisse subsister certaines zones d'ombre préjudiciables à la sécurité juridique. Ainsi en va-t-il de l'article 52 que le projet laisse inchangé.

5. Sous cette réserve, l'examen des articles du projet suscite les observations suivantes :

Article 1er.

L'article 51 en projet dispose, en son paragraphe 2, alinéa 1er, que tout membre du conseil d'enquête peut être récusé pour les causes énumérées à l'article 828 du Code judiciaire.

.../...

Parmi ces causes figure celle d'avoir précédemment connu du différend comme juge ou arbitre, sauf dans certains cas limitativement énumérés.

A la différence de l'actuel article 51, l'article en projet n'institue plus une cause d'incompatibilité, donnant lieu à récusation, entre la qualité de membre du conseil d'enquête et celle de partie poursuivante ("celui sur le rapport duquel la poursuite a lieu").

Cette omission est regrettable, même s'il est vrai qu'en l'absence de texte, le principe selon lequel ceux qui ont soutenu l'accusation ne peuvent prendre part au délibéré s'impose à tout organe astreint à suivre une procédure inspirée de la procédure juridictionnelle, lorsqu'il agit en matière disciplinaire (1). Mieux vaut cependant pour la sécurité juridique en faire expressément mention dans l'article en projet. Il va de soi que si "celui sur le rapport duquel la poursuite a lieu" était membre du conseil d'enquête, celui-ci devrait se récuser, quand bien même il s'agirait du commandant de l'Ecole qui préside le conseil d'enquête ou du commandant en second. Il conviendrait, dans l'hypothèse d'une incompatibilité ou d'une récusation, de prévoir la désignation, à l'article 50 de l'arrêté royal du 14 novembre 1968, de membres suppléants.

.../...

---

(1) C.E., arrêt n° 30.625 du 7 septembre 1988, Loupart.

Article 2.

a) L'article 2 du projet remplace les articles 55 à 57 de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 par des dispositions nouvelles.

Ces dernières, à la différence des dispositions actuelles, prévoient que l'instruction des faits dénoncés au conseil d'enquête n'est plus menée, préalablement à la fixation de la cause à l'audience dudit conseil, par une formation restreinte constituée au sein de celui-ci, mais bien, à cette audience même, par le conseil en formation plénière. Il n'y aurait donc plus d'autre instruction des faits que celle-là. Il n'en est nulle part ailleurs question. Si ceci ne correspond pas à l'intention des auteurs du projet, il leur faut prévoir d'organiser cette instruction préalable à la fixation de l'affaire, en distinguant nettement la poursuite, l'instruction et l'avis du conseil d'enquête à l'autorité investie du pouvoir disciplinaire et en évitant tout cumul entre ces diverses fonctions. Même si l'action disciplinaire qui, dans la fonction publique, peut aboutir à priver une personne de l'emploi qu'elle occupait, n'a pas le caractère d'une contestation sur des droits et obligations de caractère civil au sens de l'article 6.1 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1), le principe général d'impartialité s'oppose à ce que celui qui a soutenu l'accusation puisse prendre part au délibéré de l'organe disciplinaire astreint à suivre une procédure inspirée de la procédure juridictionnelle (2) et, de même, il est sinon obligatoire,

.../...

---

(1) C.E., arrêt n° 29.125 du 13 janvier 1988, François, et arrêt n° 29.183 du 20 janvier 1988, Cornet.

(2) C.E., arrêt n° 30.625 du 7 septembre 1988, Loupart.

en tout cas hautement souhaitable, que celui qui a été chargé d'instruire les faits disciplinaires ne puisse siéger dans cet organe.

b) Les droits de la défense en matière disciplinaire impliquent, d'une part, que l'agent concerné ait une connaissance complète de tous les éléments qui, en rapport avec son affaire, sont portés à la connaissance de l'autorité qui décide et, d'autre part, qu'il puisse s'expliquer sur tous les points. Pour ce faire, il doit avoir accès, en temps utile, au dossier disciplinaire. Celui-ci doit être complet. Il doit pouvoir faire entendre des témoins et si des témoins à charge sont entendus, il doit en être prévenu et pouvoir assister à leur audition et faire procéder à leur contre-interrogatoire (1).

Ceci étant, l'article 55 en projet est critiquable lorsqu'il prévoit que l'élève doit indiquer le nom et l'identité des témoins qu'il souhaite faire entendre avant même d'avoir eu connaissance du dossier disciplinaire. Certes, en vertu de l'article 56, § 3, alinéa 2, en projet, il peut, après avoir pris connaissance de ce dossier, demander la production de nouveaux témoins, mais il serait préférable que l'élève puisse indiquer quels témoins il souhaite faire entendre par le conseil, après avoir eu accès au dossier disciplinaire et après avoir été informé des témoins à charge qui seront entendus par ledit conseil. Le délai dans lequel il doit communiquer la liste des témoins qu'il souhaite faire entendre doit être raisonnable et fixé en jours. Les mots "sans délai" sont imprécis.

.../...

---

(1) voir notamment C.E., arrêt n° 26.600 du 3 juin 1986, Van Rompaey.

Selon l'article 54, que le projet laisse inchangé, le président du conseil d'enquête désigne un rapporteur. A la différence de l'ancien article 57, l'article 57 en projet ne prévoit plus que le rapporteur fait rapport au conseil sur l'affaire dont celui-ci est saisi, mais dispose que le président expose le motif de la convocation, donnant ainsi à penser que le président ferait office de rapporteur. Si tel était le cas, la désignation d'un rapporteur par le président prévu à l'article 54 n'aurait plus de sens. Quelle que soit la personne chargée de faire rapport au conseil d'enquête, il doit être précisé, à l'article 57, § 1er, alinéa 1er, en projet, que ce rapport doit avoir lieu à l'audience du conseil d'enquête en présence de l'élève poursuivi disciplinairement.

L'article 57, § 1er, alinéa 2, en projet, devrait, de même, préciser que l'audition des témoins à charge a lieu en présence de l'élève et prévoir la possibilité pour ce dernier de procéder à leur contre-interrogatoire.

Article 3.

Le Conseil d'Etat, section de législation, n'aperçoit pas pour quelle raison il est dérogé au principe qui veut que les arrêtés réglementaires entrent en vigueur le dixième jour après celui de leur publication au Moniteur belge.

---

1. Het ontworpen koninklijk besluit strekt tot wijziging van de artikelen 51 en 55 tot 57 van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School.

Het ontwerp haakt duidelijk in op het arrest nr. 29.760 van 15 april 1988 van de IIIe kamer van de Raad van State waarbij onder andere het koninklijk besluit nr. 24.712 van 18 december 1986 wordt vernietigd dat aan verzoeker, leerling aan de Koninklijke Militaire School, zijn aanstelling in de graad van onderluitenant ontneemt en hem van de Koninklijke Militaire School wegzendt.

Er zij aan herinnerd dat wegzending van de Koninklijke Militaire School luidens artikel 23 van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School slechts kan worden uitgesproken op eensluidend advies van een onderzoeksraad.

In zijn arrest wijst de Raad van State er eerst op dat de procedure voor de onderzoeksraad inzonderheid en hoofdzakelijk wordt geregeld door de artikelen 55 tot 57 van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School, van welke procedure niet kan worden betwist dat ze in het omstreden geval correct is toegepast. Hij beklemtoont vervolgens dat die procedure is ingesteld met schending van de rechten van de verdediging op een hele reeks punten, die in het arrest worden opgesomd :

- de zaak van de beschuldigde leerling wordt in diens afwezigheid onderzocht;

- de leerling kan wel getuigen doen oproepen maar die worden in zijn afwezigheid gehoord;

- over het onderzoek van de zaak wordt enkel aan de leden van de onderzoeksraad verslag uitgebracht en de beschuldigde leerling verschijnt eerst na dat verslag voor die raad zonder dat hij kennis heeft gekregen van het dossier;

- de beschuldigde leerling wordt bijstand van een advocaat ontzegd.

Het thans aan de Raad van State, afdeling wetgeving, voorgelegde ontwerp wil er op al die punten voor zorgen dat de rechten van de verdediging worden geëerbiedigd.

2. De ontworpen artikelen 51 en 55 tot 57 maken deel uit van afdeling 3 "De onderzoeksraden" van hoofdstuk V "Regeling van toepassing op de leerlingen" van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School.

De bepalingen van afdeling 3 "De onderzoeksraden" zien er thans als volgt uit :

- Artikel 50 regelt de samenstelling en de wijze van aanstelling van de twee onderzoeksraden, die respectievelijk bevoegd zijn voor de leerlingen van de eerste twee studiejaren en voor de leerlingen van de overige studiejaren. Van de onderzoeksraad die bevoegd is voor de

eerste twee studiejaren maken van rechtswege deel uit de commandant van de School, die de raad voorzit, en de tweede commandant. In de onderzoeksraad die bevoegd is voor de leerlingen van de overige studiejaren, heeft van rechtswege zitting de commandant van de School, die de raad presideert. Er zij opgemerkt dat de commandant van de School het hoog toezicht uitoefent over alle dienst-takken en dat de tweede commandant onder het gezag van de commandant van de School dagelijks toezicht uitoefent over al de dienstaangelegenheden. De tweede commandant moet in het bijzonder toezien op de tucht (artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 14 november 1968).

- Artikel 51 handelt over de gronden van onverenigbaar-heid. Het bepaalt in dat opzicht dat de steller van het verslag dat tot de vervolging aanleiding heeft gegeven, geen lid mag zijn van de onderzoeksraad. Hetzelfde ar-tikel gaat verder over de wraking.

- Artikel 52 bepaalt dat de raad slechts mag vergaderen na door de voorzitter, volgens lastgeving van de Minis-ter van Landsverdediging, te zijn opgeroepen en dat hij zich uitspreekt over de vragen die door de Minister zijn gesteld.

- Artikel 53 somt de gevallen op waarin een leerling voor de onderzoeksraad kan worden opgeroepen.

- Artikel 54 bepaalt dat de voorzitter van de raad één van de leden gelast de functies van verslaggever waar te nemen en een ander die van secretaris uit te oefenen.

.../...

- Luidens artikel 55 stelt diezelfde voorzitter binnen de onderzoeksraad een onderzoekscommissaris aan om samen met de verslaggever en de secretaris een onderzoek naar de aan de raad medegedeelde feiten in te stellen.

- Artikel 56 somt de onderzoeksbevoegdheden op van de onderzoekscommissaris (hier officier-commissaris genoemd).

- Volgens artikel 57 vergadert de onderzoeksraad na door de voorzitter te zijn bijeengeroepen, zodra het vooronderzoek beëindigd is. De raad hoort eerst de verslaggever en dan de beschuldigde met zijn middelen van verweer, die hij zelf moet aanvoeren.

- Artikel 58 handelt over een bijzonder geval van wegzending.

- Artikel 59 heeft betrekking op de beraadslaging en de redactie van de notulen.

- Artikel 60 bepaalt dat de notulen en alle stukken van het onderzoek zonder uitstel aan de Minister van Landsverdediging worden gestuurd.

3. Naast de kritiek die is geuit in het arrest nr. 29.760 van 15 april 1988 van de IIIe kamer van de Raad van State en die hierboven is gememoreerd, is het van belang erop te wijzen dat de bepalingen die zoëven de revue hebben gepasseerd op sommige punten duidelijkheid missen. Zo wordt in artikel 51 "de steller van het verslag dat tot de vervolging aanleiding geeft" niet nader genoemd.

Evenzo kan men zich bij artikel 52 afvragen wat de betekenis is van de woorden "volgens de lastgeving van de Minister "van Landsverdediging" en "over de vragen die door de Minister zijn gesteld".

Wat de artikelen 55 en 56 aangaat, deze bepalen dat binnen de onderzoeksraad een kleine groep wordt gevormd om het onderzoek te verrichten, welk onderzoek "zoveel mogelijk" overeenkomstig de voorschriften van het Wetboek van militaire strafvordering wordt gevoerd.

4. Het ontwerp dat voor onderzoek aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, komt wel op sommige maar niet op alle punten aan die kritiek tegemoet en laat enkele onduidelijkheden bestaan die nadelig zijn voor de rechtszekerheid. Dat geldt voor artikel 52 dat door het ontwerp ongewijzigd wordt gelaten.

5. Onder dat voorbehoud zijn bij de artikelen van het ontwerp de volgende opmerkingen te maken :

Artikel 1.

Het ontworpen artikel 51 bepaalt in paragraaf 2, eerste lid, dat ieder lid van de onderzoeksraad kan worden gewraakt om de redenen opgesomd in artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek.

Een van die redenen is dat men van het geschil vroeger kennis heeft genomen als rechter of als scheidsrechter, met uitzondering van bepaalde, limitatief opgesomde gevallen.

Anders dan het huidige artikel 51 vermeldt het ontworpen artikel niet langer als een tot wraking aanleiding gevende grond van onverenigbaarheid, de combinatie van de hoedanigheid van lid van de onderzoeksraad en die van partij die de vervolging instelt ("de steller van het verslag dat tot de vervolging aanleiding geeft").

Die weglating valt te betreuren, ook al is het zo dat bij gebrek aan een tekst, het beginsel dat aan het beraad niet mag worden deelgenomen door degenen die de beschuldiging hebben uitgebracht, mede geldt voor elk orgaan dat in tuchtzaken een procedure heeft te volgen naar het model van de rechtsprekende procedure (1). Ter wille van de rechtszekerheid zou het toch beter zijn zulks met zoveel woorden in het ontworpen artikel te zeggen. Het spreekt vanzelf dat indien "de steller van het verslag dat tot de vervolging aanleiding geeft" lid is van de onderzoeksraad, hij zich behoort te verschonen, zelfs als het de commandant van de School, die de onderzoeksraad voorzit, of de tweede commandant is. Voor het geval dat er onverenigbaarheid of wraking is zou artikel 50 van het koninklijk besluit van 14 november 1968 in de aanstelling van plaatsvervangende leden moeten voorzien.

Artikel 2.

a) Artikel 2 van het ontwerp vervangt de artikelen 55 tot 57 van het koninklijk besluit van 14 november 1968 door nieuwe bepalingen.

.../...

---

(1) Raad van State, arrest nr. 30.625 van 7 september 1988,

In tegenstelling met de huidige bepalingen stellen die nieuwe bepalingen dat het onderzoek omtrent de bij de onderzoeksraad aangebrachte feiten niet meer wordt gevoerd vóór de zaak bij de raad voorkomt, door een kleine binnen de raad gevormde groep, maar wel tijdens de zitting zelf, door de voltallige raad. Er zou dus geen ander onderzoek van de feiten meer zijn. Verder is daar nergens nog sprake van. Als dit niet overeenstemt met de bedoeling van de stellers van het ontwerp, moeten zij dat vooronderzoek instellen en organiseren en daarbij een duidelijk onderscheid maken tussen de vervolging, het onderzoek en het advies van de onderzoeksraad ten behoeve van de tuchtoverheid, met vermijding ook van elke cumulatie van die verschillende functies. Al vertoont de tuchtprocedure, die er in overheidsdienst toe kan leiden dat iemand zijn betrekking wordt ontnomen, niet het kenmerk van een betwisting over burgerlijke rechten en verplichtingen in de zin van artikel 6.1 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (1), het algemene beginsel van de onpartijdigheid staat er toch aan in de weg dat degene die de beschuldiging heeft uitgebracht, deel kan nemen aan de beraadslaging van het tuchtorgaan dat een procedure heeft te volgen naar het model van de rechtsprekende procedure (2); evenzo is het zo niet verplicht, dan toch hoogst wenselijk dat hij die ermee belast is de tuchtfeiten te onderzoeken, geen zitting kan hebben in dat orgaan.

.../...

---

(1) Raad van State, arrest nr. 29.125 van 13 januari 1988, François, en arrest nr. 29.183 van 20 januari 1988, Cornet.

(2) Raad van State, arrest nr. 30.625 van 7 september 1988, Loupart.

b) De rechten van de verdediging in tuchtzaken houden enerzijds in dat het betrokken personeelslid volledig kennis krijgt van al hetgeen in verband met zijn zaak ter kennis van de beslissende overheid wordt gebracht en anderzijds dat hij op dat alles kan repliceren. Daartoe moet hij te zijner tijd inzage hebben van het tuchtdossier en dat dossier moet volledig zijn. Hij moet de mogelijkheid hebben om getuigen te doen verhoren en, als er getuigen à charge worden verhoord, moet hij daarvan in kennis worden gesteld, hun verhoor kunnen bijwonen en een tegenverhoor kunnen doen verrichten (1).

In het licht daarvan is het ontworpen artikel 55 aanvechtbaar waar het bepaalt dat de leerling de naam en de identiteit van de getuigen die hij wenst te doen horen, al moet opgeven nog voordat hij kennis heeft genomen van het tuchtdossier. Nu is het wel zo dat hij krachtens het ontworpen artikel 56, § 3, tweede lid, na inzage van dat dossier kan vragen dat nieuwe getuigen worden voorgebracht. Toch zou het verkieslijk zijn dat de leerling kan opgeven welke getuigen hij door de raad wenst te doen horen nadat hij inzage van het tuchtdossier heeft gehad en nadat hem is medegedeeld welke getuigen à charge door die raad zullen worden gehoord. De termijn waarbinnen hij de lijst moet opgeven van de getuigen die hij wenst te doen horen, moet redelijk zijn en in dagen zijn uitgedrukt. Het woord "onverwijld" is vaag.

.../...

---

(1) Zie inzonderheid Raad van State, arrest nr. 26.600 van 3 juni 1986, Van Rompaey.

Volgens artikel 54, dat door het ontwerp ongewijzigd wordt gelaten, stelt de voorzitter van de onderzoeksraad een verslaggever aan. In tegenstelling met het oude artikel 57, bepaalt het ontworpen artikel 57 niet meer dat de verslaggever aan de raad verslag uitbrengt over de aanhangige zaak, maar wel dat de voorzitter de reden van de oproeping uiteenzet. Hiermee wordt de indruk gewekt dat de voorzitter dienst zou doen als verslaggever. Als dat zo is, zou de in artikel 54 bepaalde aanstelling van een verslaggever door de voorzitter geen zin meer hebben. Wie ook de persoon moge zijn die aan de onderzoeksraad verslag heeft uit te brengen, in het ontworpen artikel 57, § 1, eerste lid, moet duidelijk worden bepaald dat dit verslag moet worden uitgebracht tijdens de zitting van de onderzoeksraad, in aanwezigheid van de leerling die tuchtrechtelijk wordt vervolgd.

Het ontworpen artikel 57, § 1, tweede lid, zou evenzo moeten preciseren dat de getuigen à charge worden verhoord in aanwezigheid van de leerling en het zou voor hem moeten voorzien in de mogelijkheid om een tegenverhoor te doen verrichten.

Artikel 3.

Het is de Raad van State, afdeling wetgeving, niet duidelijk waarom wordt afgeweken van het beginsel volgens hetwelk de verordeningsbesluiten in werking treden de tiende dag na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

La chambre était composée de

Messieurs : P. FINCOEUR, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme S. GUFFENS, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. S. GUFFENS, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. FINCOEUR.